

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 24 MARS 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 24 mars 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
59	20	2

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 22/03/046

**CREATION D'UNE SOCIETE
PUBLIQUE LOCALE
"TOULON METROPOLE
EVENEMENTS ET
CONGRES" - APPROBATION
DES STATUTS**

PRESENTS :

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Edwige MARINO, M. Jean-Louis MASSON, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Yannick CHENEVAR, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Christophe MORENO, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. François CARRASSAN, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Magali TURBATTE, M. Pierre BONNEFOY, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO.

REPRESENTES :

M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à Mme Josy CHAMBON, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Frédéric BOCCALETTI ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, M. Ange MUSSO ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. Francis ROUX ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Virginie PIN ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Gilles VINCENT, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à Mme Christine SINQUIN, M. Joseph MINNITI ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-David MARION ayant donné pouvoir à Mme Cécile MUSCHOTTI.

ABSENTS :

Mme Rachel ROUSSEL, M. Emilien LEONI.

Séance Publique du 24 mars 2022

N° D' O R D R E : 22/03/046

**O B J E T : CREATION D'UNE SOCIETE PUBLIQUE LOCALE
"TOULON METROPOLE EVENEMENTS ET CONGRES"
- APPROBATION DES STATUTS**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le Code du Commerce,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/417 du Conseil Métropolitain du 16 décembre 2021 portant constitution d'une Société Publique Locale (SPL) à vocation événementielle et autorisant le Président de la Métropole à réaliser toutes les démarches utiles à cet effet,

VU la délibération du Conseil Municipal de Toulon du 17 décembre 2021 autorisant dans des termes similaires, son Maire à initier les mêmes démarches,

VU les statuts constitutifs de la SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès, ci-annexés,

VU le règlement intérieur de SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès, ci-annexé,

VU l'avis de la commission Finances et Administration Générale du 14 mars 2022,

CONSIDERANT que par délibération du 16 décembre 2021, le Conseil Métropolitain a décidé d'autoriser Monsieur le Président à réaliser toutes démarches utiles en vue de la création d'une Société Publique Locale ayant pour objet la gestion et l'exploitation d'équipements publics à vocation économique, culturelle et touristique dont notamment le Palais des Congrès (Palais Neptune) et les salles de spectacle ZENITH de Toulon et le LIVE, la promotion et le développement du rayonnement économique, culturel et touristique du territoire ainsi que l'organisation d'évènements dans le cadre de manifestations économiques, culturelles et sportives,

CONSIDERANT par délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2021, la Ville de Toulon a autorisé Monsieur le Maire, dans des termes similaires, à initier les mêmes démarches,

CONSIDERANT qu'au terme d'une réflexion commune menée par la Ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, il est proposé de créer une société publique locale, sur le fondement des dispositions de L.1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dénommée « SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès » et dont l'objet social est le suivant :

« - la gestion et l'exploitation d'équipements publics à vocation économique, culturelle et touristique dont notamment le Palais des Congrès (Palais Neptune) et les salles de spectacle Zénith de Toulon et le Live, la promotion et le développement du rayonnement économique, culturel et touristique du territoire ainsi que l'organisation d'évènements dans le cadre de manifestations économiques, culturelles et sportives ;

Et

- toute activité connexe ou annexe attachée à cet objet social. »,

CONSIDERANT qu'elle est constituée pour une durée de 99 ans à compter du 1^{er} avril 2022, et qu'elle élit domicile au Palais des Congrès Neptune, avenue de Besagne, 83000 Toulon,

CONSIDERANT qu'elle exercera ses activités sur le territoire de ses seuls actionnaires, et pour leur compte exclusif,

CONSIDERANT que le capital social de cette société est de 250 000 euros,

CONSIDERANT que la participation de la Ville de Toulon est fixée à 150 000 euros, soit 60 % du capital social,

CONSIDERANT que la participation de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est fixée 100 000 euros, soit 40 % du capital social,

CONSIDERANT que la totalité du capital social sera libéré au jour de la création de la société,

CONSIDERANT que la société publique locale « SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès » sera dotée d'un conseil d'administration composé de douze administrateurs (12), répartis comme suit parmi les actionnaires fondateurs :

- Sept (7) administrateurs représenteront la Ville de Toulon,
et
- Cinq (5) administrateurs représenteront la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les représentants des collectivités territoriales ou de leur groupement au Conseil d'administration sont désignés par leurs assemblées délibérantes ; l'article 17.4 des projets de statuts prévoyant que ces fonctions ne donnent pas lieu à rémunération,

CONSIDERANT que les statuts organisent le contrôle de quasi-régie, encore appelé « rapport in house » ou « contrôle analogue » ; chaque collectivité territoriale actionnaire de la Société exerce sur cette dernière un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services, tenant, notamment aux pouvoirs dévolus au Conseil d'administration et aux conventions passées avec ses collectivités actionnaires,

CONSIDERANT qu'un règlement intérieur, dont le projet est annexé à la présente, devra être adopté lors de la première séance du Conseil d'administration,

CONSIDERANT que ce dernier détaille les modalités de mise en place du contrôle analogue entre les actionnaires et la société en instaurant un Comité de Contrôle analogue qui a pour mission notamment de donner un avis préalablement aux décisions du conseil d'administration portant sur :

- les orientations stratégiques de la Société,
- la cohérence entre les orientations stratégiques de la SPL et les objectifs de politiques publiques mis en œuvre par les collectivités actionnaires,
- la perspective financière pluriannuelle de la SPL,
- l'ajout de tout nouveau projet au plan d'affaires de la SPL concernant leurs montages financiers et opérationnels,
- le plan d'affaires annuel de la Société,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER la création au 1^{er} avril 2022, de la société publique locale « SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès » qui sera dotée d'un capital social de 250 000 euros et d'en approuver les statuts constitutifs.

ARTICLE 2

D'APPROUVER la participation de la Métropole au sein du capital social de la société à hauteur de 100 000 € et sa libération complète au jour de la création de la société.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2022 de la Métropole.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, à signer tout acte ou document tendant à rendre effective cette délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 24 mars 2022



Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0

STATUTS CONSTITUTIFS DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE « *TOULON METROPOLE EVENEMENTS ET CONGRES* »

Société publique locale
au capital de 250 000 euros

Siège social :

**Palais des Congrès Neptune
Avenue de Besagne,
83000 TOULON**

RCS TOULON

Les soussignées,

- La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Hubert Falco en sa qualité de Président de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée », habilité aux termes d'une délibération n° [] en date du [] et ;
- La Ville de Toulon, représentée par Monsieur Robert Cavanna en sa qualité d'adjoint au Maire de la Ville de Toulon, habilité aux termes d'une délibération n° [] en date du [] ;

ont établi les statuts d'une société publique locale, la SPL TOULON METROPOLE EVENEMENTS ET CONGRES, qu'ils sont convenus de constituer entre eux en raison de l'intérêt général qu'elle présente pour la gestion et l'exploitation d'équipements publics à vocation économique, culturelle et touristique, dont notamment le Palais des Congrès (Palais Neptune) et les salles de spectacle Zénith de Toulon et le Live, la promotion et le développement du rayonnement économique, culturel et touristique du territoire ainsi que l'organisation d'évènements dans le cadre de manifestations économiques, culturelles et sportives.

EN PRESENCE DE :

[Liste des administrateurs]

Sommaire

TITRE I FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE	5
ARTICLE 1 - FORME	5
ARTICLE 2 - DENOMINATION	5
ARTICLE 3 - OBJET	5
ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL	5
ARTICLE 5 - DUREE	5
ARTICLE 6 – APPORTS	6
ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL	6
ARTICLE 8 - COMPTE COURANT	6
ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL	6
ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS	7
ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS	8
ARTICLE 12 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS	8
ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS	9
ARTICLE 14 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS	9
TITRE III ADMINISTRATION	9
ARTICLE 15 - CONSEIL D'ADMINISTRATION	9
ARTICLE 16 - LIMITE D'AGE - DUREE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS	10
ARTICLE 17 - ROLE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	10
ARTICLE 18 - ROLE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	13
ARTICLE 19 - DIRECTION GENERALE	14
ARTICLE 20 - SIGNATURE SOCIALE	15
ARTICLE 21 - CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL OU UN ACTIONNAIRE	15
TITRE IV COMMISSAIRES AUX COMPTES - QUESTIONS ÉCRITES - DÉLÉGUÉ SPÉCIAL - COMMUNICATION - CONTROLE DES ACTIONNAIRES - RAPPORT ANNUEL DES ELUS	16
ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES	16
ARTICLE 23 - QUESTIONS ECRITES	17
ARTICLE 24 - COMMUNICATION	18
ARTICLE 25 - CONTROLE DES ACTIONNAIRES SUR LA SOCIETE	18
ARTICLE 26 - RAPPORT ANNUEL DES MANDATAIRES	19
TITRE V - ASSEMBLEES GENERALES	19
ARTICLE 27 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLEES GENERALES	19
ARTICLE 28 - CONVOCATION ET REUNIONS DES ASSEMBLEES GENERALES	19
ARTICLE 29 - ORDRE DU JOUR	20
ARTICLE 30 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS	20
ARTICLE 31 - TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU - PROCES-VERBAUX	20
ARTICLE 32 - QUORUM - VOTE - EFFETS DES DELIBERATIONS DES ASSEMBLEES GENERALES	20
ARTICLE 33 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE	21
ARTICLE 34 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE	21
ARTICLE 35 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES	22
TITRE VI EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE	22
ARTICLE 36 - EXERCICE SOCIAL	22
ARTICLE 37 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS	22
ARTICLE 38 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES	23
ARTICLE 39 - ACOMPTES - PAIEMENT DES DIVIDENDES	23

TITRE VII PERTES GRAVES - ACHAT PAR LA SOCIETE -TRANSFORMATION -	
DISSOLUTION - LIQUIDATION	24
ARTICLE 40 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL	24
ARTICLE 41 - DISSOLUTION - LIQUIDATION	24
TITRE VIII CONTESTATIONS - PUBLICATIONS.....	25
ARTICLE 42 - CONTESTATIONS	25
ARTICLE 43 - PUBLICATIONS.....	25
ARTICLE 44 – DESIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS.....	25
ARTICLE 45 – DESIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	26
ARTICLE 46 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION	26
ARTICLE 47 – FRAIS	26
ARTICLE 48 – MANDAT DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION.....	26

TITRE I FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les collectivités territoriales, propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une Société Publique Locale régie par la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010, par l'article L. 1531-1 du Code général des collectivités territoriales, par les autres dispositions du même code relatives aux sociétés d'économie mixte locales, par les dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés anonymes ainsi que par les présents statuts et par tout règlement intérieur qui viendrait les compléter.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est **TOULON METROPOLE EVENEMENTS ET CONGRES**.

Dans tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination devra toujours être précédée ou suivie des mots « *Société Publique Locale* » ou des initiales « *SPL* » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet social :

- la gestion et l'exploitation d'équipements publics à vocation économique, culturelle et touristique dont notamment le Palais des Congrès (Palais Neptune) et les salles de spectacle Zénith de Toulon et le Live, la promotion et le développement du rayonnement économique, culturel et touristique du territoire ainsi que l'organisation d'événements dans le cadre de manifestations économiques, culturelles et sportives ; et
- toute activité connexe ou annexe attachée à cet objet social.

Elle exercera ses activités sur le territoire de ses seuls actionnaires, et pour leur compte exclusif.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est :

**Palais des Congrès Neptune
Avenue de Besagne,
83000 Toulon**

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du territoire des collectivités territoriales et/ou des groupements de collectivités territoriales actionnaires par simple décision du Conseil d'administration, sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter du jour de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

TITRE II CAPITAL – ACTIONS

ARTICLE 6 – APPORTS

A la constitution, les soussignées ont effectué les apports numéraires suivants :

- | | |
|---|-----------|
| - La Ville de Toulon, une somme de | 150 000 € |
| - La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », une somme de | 100 000 € |

MONTANT TOTAL DES APPORTS	250 000 €
----------------------------------	------------------

La somme de 150 000 € sommes à été versée le [REDACTED], ainsi qu'il résulte du certificat constatant le versement, par la Ville de Toulon, ce certificat ayant été établi par la Banque Crédit Mutuel Toulon Liberté, sis 7 Boulevard de Strasbourg – BP 5014 à Toulon (83000).

La somme de 100 000 € sommes à été versée le [REDACTED], ainsi qu'il résulte du certificat constatant le versement, par la Métropole « Toulon Provence Méditerranée », ce certificat ayant été établi par la Banque Crédit Mutuel Toulon Liberté, sis 7 Boulevard de Strasbourg – BP 5014 à Toulon (83000).

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de DEUX CENT CINQUANTE MILLE EUROS (250 000 €).

Il est divisé en **DEUX CENT CINQUANTE MILLE (250 000)** actions d'**UN EURO (1 €)** de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 250 000, souscrite en numéraire et totalement libérées, toutes de même catégorie et attribuées aux associés comme suit :

- | | |
|--|-----------------|
| - La Ville de Toulon,
Cent cinquante mille actions, n°1 à 150 000 inclus, ci | 150 000 actions |
| - La Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,
Cent mille actions, n°150 001 à 250 000 inclus, ci | 100 000 actions |

ARTICLE 8 - COMPTE COURANT

Les collectivités territoriales actionnaires pourront faire des apports en compte courant, dans le respect des dispositions de l'article L. 1522- 5 du Code général des collectivités territoriales et dans le respect de la répartition du capital social, sauf exception.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

9.1- Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi, sous réserve qu'il soit toujours détenu par des collectivités locales territoriales.

Conformément à la sous-section 1 de la section 4 du chapitre V du Titre II du Livre II de la partie législative du Code de commerce, l'assemblée générale extraordinaire, sur le rapport du Conseil d'administration, est seule compétente pour décider l'augmentation du capital. Celle-ci s'effectue par l'émission de valeurs mobilières donnant accès immédiat ou à terme à une quotité du capital de la Société. Elle peut déléguer cette compétence au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six (26) mois maximum assortis d'un plafond global, conformément à l'article L225-129-2 du Code de commerce. S'il est fait usage de cette délégation, le Conseil d'administration établit un rapport complémentaire à l'assemblée générale ordinaire suivante.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission (article L225-128 du Code de commerce).

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Si l'augmentation de capital résulte d'une incorporation d'un apport en compte courant d'associés consenti par une collectivité territoriale ou un groupement, l'augmentation de capital ne pourra valablement être décidée qu'au vu d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante de la collectivité ou du groupement se prononçant sur l'opération.

9.2- La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire qui peut déléguer au Conseil d'administration tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des actions, soit par réduction du nombre de titres, auquel cas les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

9.3- Si l'augmentation ou la réduction du capital résulte d'une modification de la composition de celui-ci, l'accord du représentant des collectivités territoriales devra intervenir, à peine de nullité, sur la base d'une délibération préalable de l'assemblée délibérante approuvant la modification.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

10.1- Lors de la constitution de la Société, toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement libérée de la moitié au moins de la valeur nominale. Afin de garantir le bon fonctionnement initial de la société, le Conseil d'administration proposera lors de sa séance constitutive une libération intégrale du capital souscrit.

10.2- Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

10.3- La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'administration dans le délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés, et dans le délai de cinq (5) ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement par lettre recommandée avec avis de réception postal, adressée à chaque actionnaire.

Les versements sont effectués soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Cette pénalité n'est applicable aux collectivités territoriales et groupements actionnaires que s'ils n'ont pas pris, lors de la première réunion ou session de leur assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face : l'intérêt de retard sera décompté du dernier jour de ladite session ou séance.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont toutes nominatives. Elles donnent lieu à une inscription sur un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

ARTICLE 12 - CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.

Aucune cession n'est possible au profit d'un tiers qui n'a pas la qualité de collectivité territoriale ou de groupement de collectivités territoriales.

La cession des actions s'opère par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La cession des actions appartenant aux collectivités locales ou groupements doit être autorisée par délibération de la collectivité ou du groupement concernés.

La transmission d'actions à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, entre actionnaires ou à des tierces collectivités territoriales, doit, pour être définitive, être autorisée par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 228.23 et suivants du Code de commerce.

A cet effet, le cédant doit notifier à la Société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une notification émanant du Conseil, soit du défaut de réponse dans le délai de trois (3) mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, le Conseil d'administration est tenu, dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, soit par la Société en vue d'une réduction de capital, mais, en ce cas, avec le consentement du cédant.

Cette acquisition a lieu au prix d'origine d'UN EURO (1 €) par action, tel que fixé dans les présents statuts

Si, à l'expiration du délai de trois (3) mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

La cession de droits à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies ci-avant.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication des documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

L'action donne le droit d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil d'administration une question relative à l'exercice des missions de la SPL sur son propre territoire.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. Aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale.

ARTICLE 14 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

TITRE III ADMINISTRATION

ARTICLE 15 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

15.1- La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins et de dix-huit (18) au plus, tous représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements. Il est composé en recherchant une représentation équilibrée des femmes et des hommes.

A la constitution de la Société, conformément à l'article L225-16 du Code de commerce, le nombre d'administrateurs est fixé à douze (12), répartis comme suit parmi les actionnaires fondateurs :

- Sept (7) administrateurs représenteront la Ville de Toulon, et ;
- Cinq (5) administrateurs représenteront la Métropole « Toulon Provence Méditerranée ».

Les représentants des collectivités territoriales ou de leur groupement au Conseil d'administration sont désignés par leurs assemblées délibérantes.

15.2- En application des dispositions de l'article L1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants incombe à la collectivité territoriale ou au groupement de collectivités territoriales dont ils sont mandataires.

15.3- Le Conseil d'administration est élu pour une durée de six (6) ans, conformément aux dispositions de l'article L225-18 du code de commerce. Si des élections ont lieu au sein des collectivités-membres pendant la durée de leur mandat au Conseil d'administration, la collectivité territoriale dont ils sont issus devra décider leur remplacement par un autre représentant respectant les conditions d'âge, de conflit d'intérêt et de probité, prévues par le livre II du code de commerce.

ARTICLE 16 - LIMITE D'AGE - DUREE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements doivent respecter la limite d'âge de quatre-vingt (80) ans au moment de leur désignation, conformément aux dispositions combinées de l'article L225-19 du Code de commerce et L1524-5 du Code général des collectivités territoriales.

Ces personnes ne peuvent être déclarées démissionnaires d'office si, postérieurement à leur nomination, elles dépassent la limite d'âge statutaire ou légale.

Le mandat des représentants des collectivités territoriales prend fin avec celui de l'assemblée de la collectivité ou du groupement de collectivité qui les a désignés. Toutefois, leur mandat est prorogé jusqu'à la désignation de leur remplaçant par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant, dans ce cadre, à la gestion des affaires courantes. Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements doivent être relevés de leurs fonctions au Conseil d'administration par l'assemblée qui les a élus.

ARTICLE 17 - ROLE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

17.1- Rôle du Conseil d'administration

17.1.1- Le Conseil d'administration détermine les orientations des activités de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui le concernent.

Le Conseil d'administration peut déléguer au Directeur général la signature de tous types de contrats, y compris des baux, des contrats de travail et des conventions, selon des modalités déterminées par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration, lors de sa première séance, délèguera au profit du Directeur général le transfert des contrats au profit de la SPL.

Il répond aux demandes individuelles posées par les actionnaires conformément aux dispositions de l'article 13 des présents statuts.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

17.1.2- Le Conseil d'administration nomme parmi ses membres un Président et, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents sur proposition du Président et par décision prise à la majorité des voix des membres présents ou représentés, dans la limite de quatre vice-présidents, élus pour la durée de leur mandat d'administrateurs.

Un secrétaire est nommé à chaque séance.

Le Conseil d'administration peut, à tout moment, mettre fin au mandat du Président et des vice-présidents par décision prise à la majorité des trois quarts des voix des membres présents ou représentés, en respectant un préavis d'un (1) mois.

17.2- Fonctionnement - Quorum - Majorité

17.2.1- Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, et à minima au moins quatre (4) fois par an.

Il est convoqué par le Président à son initiative, sur un ordre du jour qu'il arrête et, s'il n'assume pas la direction générale, sur demande du directeur général ou, si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux (2) mois, par le tiers au moins de ses membres, sur un ordre du jour déterminé par ces derniers. Hors ces cas où l'ordre du jour est fixé par le ou les demandeurs, il est arrêté par le Président.

En cas d'empêchement, de décès, de démission ou de révocation du Président, le Conseil d'administration peut être convoqué par le Vice-président ou, à défaut, par l'un des administrateurs, en vue de procéder au remplacement temporaire ou définitif du Président.

La réunion se tient soit au siège social, soit en tout endroit indiqué dans la convocation.

La convocation du Conseil d'administration est faite par tous moyens physique ou dématérialisé.

L'ordre du jour est adressé à chaque administrateur cinq (5) jours ouvrés au moins avant la réunion.

Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées soit par le Directeur général, soit par le tiers au moins des membres du Conseil d'administration, soit par le tiers des membres de l'assemblée générale, soit par le tiers des membres de l'un des deux collèges d'actionnaires.

Tout administrateur peut donner, même par lettre ou par télécopie, pouvoir à l'un de ses collègues de le représenter à une séance du conseil, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.

17.2.2 - La présence effective (y compris le cas échéant via un dispositif de visioconférence, ou de téléphonie) de la moitié au moins des membres présents ou représentés composant le Conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations.

En cas d'absence de quorum, le Président convoque une nouvelle séance au cours de laquelle il n'est pas requis de quorum. Cette réunion a lieu au moins cinq (5) jours ouvrés après l'envoi d'une nouvelle convocation.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les délibérations du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une (1) voix et l'administrateur mandataire d'un de ses collègues de deux (2) voix.

En cas de partage des voix, celle du Président du Conseil d'administration est prépondérante.

En cas d'absence du Président du Conseil d'administration et en cas de partage des voix, celle du premier Vice-Président est prépondérante et à défaut en cas d'absence du Président du Conseil d'administration et du premier Vice-Président, celle du Président de séance est prépondérante.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la Direction générale tous les documents qu'il estime utiles.

Afin de pouvoir exercer un contrôle analogue, outre les conditions du quorum, les administrateurs feront leurs meilleurs efforts pour être présents à tous les Conseils d'administration.

17.2.3 - Les réunions du Conseil d'administration peuvent être tenues par tout moyen de visioconférence ou de télécommunication permettant l'identification des administrateurs et garantissant leur participation effective.

Pour le calcul du quorum et de la majorité, sont réputés présents, sauf pour l'adoption de certaines décisions mentionnées ci-dessous, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil d'administration par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant aux administrateurs de s'identifier et garantissant leur participation effective et la confidentialité des débats, selon les conditions légales et réglementaires.

L'administrateur qui participe à une séance du Conseil d'administration par moyen de visioconférence, télécommunication ou télétransmission s'engage à obtenir l'accord préalable du Président sur la présence de toute personne dans son environnement qui serait susceptible d'entendre ou de voir les débats conduits au cours du Conseil d'administration. Cette disposition s'applique également pour les conversations téléphoniques passées ou reçues par chacun des participants.

Le registre de présence aux séances du Conseil d'administration qui est signé par les administrateurs participant à la séance, doit mentionner, le cas échéant, la participation d'administrateurs par voie de visioconférence ou de télécommunication et préciser le moyen utilisé.

Ces moyens de réunion du Conseil d'administration ne peuvent en tout état de cause pas être utilisés

- lors du Conseil d'administration arrêtant les comptes annuels et établissant le rapport de gestion ;
- lors du Conseil d'administration arrêtant les comptes consolidés annuels, et le rapport de gestion de la Société.

La justification du nombre des administrateurs en exercice, de leur présence, y compris, le cas échéant, par visioconférence, télétransmission ou télécommunication autorisée ou de leur représentation, résulte suffisamment, vis à vis des tiers, des énonciations du procès-verbal de chaque réunion.

Le procès-verbal doit également faire état de la survenance éventuelle d'un incident technique lorsque cet incident a perturbé le déroulement de la séance.

17.3- Constatation des délibérations

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux, établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés par le Président et au moins un administrateur. En cas d'absence du Président, elles sont signées par le président de séance désigné.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration.

17.4- Rémunération

Les administrateurs ne seront pas rémunérés dans le cadre de leurs mandats d'administrateurs.

ARTICLE 18 - ROLE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Président du Conseil d'administration représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il préside les séances du Conseil et les réunions des assemblées d'actionnaires.

Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société, notamment en ce qui concerne la convocation, la tenue des réunions sociales, l'information des commissaires aux comptes et des actionnaires. Il s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président du Conseil d'administration est élu en son sein par le Conseil d'administration.

Il peut être révoqué à tout moment par le Conseil d'administration par décision prise à la majorité des trois quarts des voix des membres présents ou représentés (article L225-47 du Code de commerce). Il est concomitamment procédé, le cas échéant, à l'élection d'un nouveau Président au sein du Conseil d'administration pareillement composé.

La personne désignée comme Président ne doit pas être âgée de plus quatre-vingt (80) ans, conformément aux dispositions dérogatoires combinées des articles L225-48 du Code de commerce et L1524-5 du Code général des collectivités territoriales.

Elle ne peut pas être déclarée démissionnaire d'office si, postérieurement à sa nomination, elle dépasse la limite d'âge statutaire ou légale.

Le ou les administrateurs ayant la qualité de Vice-Président assistent le Président et ont pour fonction principale de présider les séances du conseil et les assemblées en cas d'indisponibilité du Président. Ils peuvent, en outre, recevoir du Président toute délégation utile.

En l'absence du Président et des Vice-Présidents, le conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera sa réunion.

Lorsqu'il assure la direction générale, les dispositions ci-après relatives au Directeur général lui sont applicables.

Le Président et les Vice-Présidents, le cas échéant, ne seront pas rémunérés au titre de leur mandats sociaux.

ARTICLE 19 - DIRECTION GENERALE

19.1- Modalités d'exercice de la direction générale

La direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, par une personne physique nommée par le Conseil d'administration, qui porte le titre de Directeur général.

A la création de la Société, le Conseil d'administration nomme un Directeur général.

Le Conseil d'administration peut, à tout moment et par décision prise à la majorité des trois quarts des voix des membres présents ou représentés, modifier son choix de mandataire social Directeur général en respectant un préavis d'un (1) mois.

Lorsque la direction générale de la Société est assumée par le Président du Conseil d'administration, les dispositions ci-après relatives au Directeur général lui sont applicables.

19.2- Directeur général

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements ne peuvent pas être désignés pour la seule fonction de Directeur général.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Le Conseil d'administration peut déléguer au Directeur général la signature de tous types de contrats, y compris des baux, des contrats de travail et des conventions, selon des modalités déterminées par le Conseil d'administration.

Le Directeur général peut déléguer la signature desdits contrats à des collaborateurs de la Société, sur autorisation préalable du Conseil d'administration.

En cas d'empêchement prolongé du Directeur général, un Directeur général temporaire sera nommé par le Conseil d'administration, pour lequel une autorisation préalable du Conseil d'administration sera requise pour tout acte engageant de la Société au-delà d'un montant déterminé par le Conseil d'administration.

Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi qu'au Conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

La Société est engagée même par les actes du Directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les décisions du Conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur général sont opposables aux tiers.

Il peut être autorisé par le Conseil d'administration à consentir les cautions, avals ou garanties données par la Société dans les conditions et limites fixées par la réglementation en vigueur.

Le Directeur général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts, sauf lorsque le Directeur général assume les fonctions de Président du Conseil d'administration.

Par analogie au régime applicable dans la fonction publique territoriale, le Directeur général doit respecter la limite d'âge de soixante-sept (67) ans au moment de sa désignation.

Lorsqu'un Directeur général atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office, sauf s'il est le représentant d'une collectivité locale ou d'un groupement de collectivités territoriales assurant les fonctions de Président-Directeur Général.

Dans ce cas, il ne peut être déclaré démissionnaire d'office si, postérieurement à sa nomination, il dépasse la limite d'âge statutaire ou légale.

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus de deux mandats de Directeur général de sociétés anonymes non cotées ayant leur siège sur le territoire.

Le Directeur général ne sera pas rémunéré au titre de son mandat social.

ARTICLE 20 - SIGNATURE SOCIALE

Les actes concernant la Société ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur tous banquiers, débiteurs et dépositaires et les souscriptions, endos, acceptations, avals ou acquits d'effets de commerce sont signés soit par l'une des personnes investies de la direction générale, soit encore par tout fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 21 - CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL OU UN ACTIONNAIRE

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur général, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction du droit de vote supérieur à dix pour cent (10 %) doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'administration. Il en est de même des conventions auxquelles une personne visée à la phrase précédente est indirectement intéressée.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Directeur général, ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les dispositions du paragraphe précédent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Cependant, ces conventions sont communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'administration. La liste et l'objet des dites conventions sont communiqués par le Président aux membres du Conseil d'administration et aux commissaires aux comptes.

L'intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention à laquelle le paragraphe premier du présent article est applicable.

Le Président du Conseil d'administration doit donner avis aux commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées et soumet celles-ci à l'approbation de l'assemblée générale. Les commissaires aux comptes présentent, sur ces conventions, un rapport spécial à l'assemblée qui statue sur ce rapport.

L'intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions approuvées par l'assemblée, comme celles qu'elle désapprouve, produisent leurs effets à l'égard des tiers, sauf lorsqu'elles sont annulées dans le cas de fraude.

Même en l'absence de fraude, les conséquences préjudiciables à la Société des conventions désapprouvées peuvent être mises à la charge de l'intéressé et, éventuellement, des autres membres du Conseil d'administration.

Sans préjudice de la responsabilité de l'intéressé, les conventions conclues, sans autorisation préalable du Conseil d'administration, peuvent être annulées si elles ont eu des conséquences dommageables pour la Société.

L'action en nullité se prescrit par trois (3) ans à compter de la date de la convention. Toutefois, si la convention a été dissimulée, le point de départ du délai de la prescription est reporté au jour où elle a été révélée.

La nullité peut être couverte par un vote de l'assemblée générale intervenant sur rapport spécial des commissaires aux comptes exposant les circonstances en raison desquelles la procédure d'autorisation n'a pas été suivie. Les dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 225-40 du Code de commerce sont applicables.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs, ainsi qu'aux personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique au Directeur général, et aux représentants permanents des personnes morales administrateurs.

Elle s'applique également aux conjoints ascendants et descendants des personnes visées au présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE IV COMMISSAIRES AUX COMPTES - QUESTIONS ÉCRITES - DÉLÉGUÉ SPÉCIAL - COMMUNICATION - CONTROLE DES ACTIONNAIRES - RAPPORT ANNUEL DES ELUS

ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle, conformément aux dispositions prévues par le Code de commerce et sous réserve des dispositions de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les commissaires aux comptes certifient que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion, de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société et de contrôler la conformité de sa comptabilité aux règles en vigueur.

Ils vérifient également la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents à adresser aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Ils vérifient, le cas échéant, la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Ils s'assurent aussi que l'égalité a été respectée entre les actionnaires.

Ils ont droit, pour chaque exercice, à des honoraires déterminés conformément à la réglementation en vigueur.

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent, à la demande du Conseil d'administration, du comité d'entreprise ou d'un ou de plusieurs actionnaires représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social ou de l'assemblée générale, être relevés de leur fonction avant l'expiration normale de celle-ci, par décision de justice, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Les commissaires aux comptes sont convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postal, et en même temps que les intéressés, à la réunion du Conseil d'administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé ainsi qu'à toutes assemblées d'actionnaires. Ils peuvent en outre être convoqués à toute autre réunion du Conseil.

ARTICLE 23 - QUESTIONS ECRITES

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, peuvent poser par écrit au Président du Conseil d'administration des questions sur une ou plusieurs opérations de gestion de la Société. La réponse doit être communiquée aux commissaires aux comptes.

A défaut de réponse dans un délai d'un (1) mois ou à défaut de communication d'éléments de réponses satisfaisants, ces actionnaires peuvent demander en référé la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

Le Ministère public et le comité d'entreprise peuvent également demander en référé la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

S'il est fait droit à la demande, la décision de justice détermine l'étendue de la mission et des pouvoirs des experts. Elle peut mettre les honoraires à la charge de la Société.

Le rapport est adressé au demandeur, au Ministère public, au comité d'entreprise, aux commissaires aux comptes et au Conseil d'administration. Ce rapport doit être annexé à celui établi par les commissaires aux comptes, en vue de la prochaine assemblée générale et recevoir la même publicité.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au Président du Conseil d'administration sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse est communiquée au commissaire aux comptes.

ARTICLE 24 - COMMUNICATION

Conformément aux dispositions de l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, les délibérations du Conseil d'administration et des assemblées générales, accompagnées du rapport de présentation et de l'ensemble des pièces s'y rapportant, sont communiquées dans les quinze (15) jours suivant leur adoption au représentant de l'Etat dans le département où la Société a son siège social.

De même, sont transmis au représentant de l'Etat les contrats visés aux articles L. 1523-2 à L. 1523-4 du Code général des collectivités territoriales ainsi que les comptes annuels et le rapport du ou des commissaires aux comptes.

En cas de saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le représentant de l'Etat, il est procédé à une seconde lecture de la délibération contestée par le Conseil d'administration ou l'assemblée générale.

ARTICLE 25 - CONTROLE DES ACTIONNAIRES SUR LA SOCIETE

Chaque collectivité territoriale actionnaire de la Société exerce sur cette dernière un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services, tenant, notamment aux pouvoirs dévolus au Conseil d'administration et aux conventions passées avec ses collectivités actionnaires.

Un règlement intérieur devra être adopté lors de la première séance du Conseil d'administration. Ce règlement intérieur détaillera les modalités de mise en place du contrôle analogue entre les actionnaires et la société conformément au code général des collectivités territoriales.

Le Conseil d'administration, composé exclusivement de représentants des collectivités membres, détermine les orientations de l'activité de la Société, en fonction des stratégies définies par les collectivités territoriales actionnaires, et veille à leur mise en œuvre.

Les actionnaires restent libres de ne pas utiliser les services de la Société s'ils le souhaitent.

Chaque actionnaire a droit à une information claire, lisible et transparente sur la formation des coûts des prestations facturées par la Société. Ces coûts ont pour vocations d'assurer l'autofinancement de la société et son développement futur en fonction des orientations définies conjointement par l'assemblée générale des actionnaires et le Conseil d'administration. Les actionnaires ne seront engagés à aucune charge financière en dehors des prestations librement souscrites par leurs soins dans le cadre d'une procédure de quasi-régie.

Les actionnaires, quelle que soit leur quotité au capital social de la présente Société, disposent de pouvoirs leur permettant d'exercer ce contrôle analogue :

- Liberté d'utiliser les services de la société
- Equilibre des représentants entre actionnaires majoritaires et minoritaires au sein du Conseil d'administration,
- Droit d'inscription de points à l'ordre du jour du Conseil d'administration,
- Fixation des orientations tarifaires en assemblée générale des actionnaires

Le représentant d'une ou plusieurs collectivités actionnaires, y compris au sein du Conseil d'administration, lors de l'adoption d'une résolution portant sur l'objet social, la composition du capital ou la structure des organes dirigeants de la société, ne peut donner son accord sans une délibération préalable de l'assemblée délibérante l'ayant désigné.

ARTICLE 26 - RAPPORT ANNUEL DES MANDATAIRES

Les représentants des collectivités territoriales et/ou de leurs groupements doivent présenter au minimum une fois par an aux collectivités ou groupements dont ils sont mandataires un rapport écrit sur la situation de la Société et portant notamment sur les modifications des statuts qui ont pu intervenir. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

TITRE V - ASSEMBLEES GENERALES

ARTICLE 27 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions des actionnaires sont prises en assemblée générale.

Les assemblées d'actionnaires sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les assemblées extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Toutes les autres assemblées sont des assemblées ordinaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, même absents.

ARTICLE 28 - CONVOCATION ET REUNIONS DES ASSEMBLEES GENERALES

28.1- Organe de convocation - Lieu de réunion

Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration.

A défaut, elles peuvent être également convoquées par les commissaires aux comptes, par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande, soit de tout intéressé, en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou dans le ressort territorial de l'un des actionnaires. Ce lieu est précisé dans l'avis de convocation.

28.2- Forme et délai de convocation

La convocation est faite soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du siège social et lettre ordinaire, quinze (15) jours avant la date de l'assemblée, soit par lettre recommandée ou ordinaire dans le même délai.

Cette convocation peut également être transmise par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions mentionnées à l'article R. 225-63 du Code de commerce, à l'adresse indiquée par l'actionnaire.

Lorsqu'une assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, une nouvelle convocation à une seconde réunion organisée dans les deux (2) mois est adressée dans les mêmes formes conformément à la réglementation en vigueur. La convocation rappelle la date de la précédente et reproduit son ordre du jour.

ARTICLE 29 - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec avis de réception postal, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 30 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles inscrits à son nom depuis cinq (5) jours au moins avant la date de la réunion. Le Conseil d'administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les administrateurs.

ARTICLE 31 - TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU - PROCES-VERBAUX

Le bureau de l'assemblée est constitué du président de séance, quelle que soit sa qualité ou son mode de désignation, et des deux actionnaires représentant le plus grand nombre de voix et faisant fonction de scrutateurs.

Une feuille de présence est émargée par les actionnaires présents. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée. Elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout actionnaire le requérant.

Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil. A défaut, elle élit elle-même son président.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les deux actionnaires, présents et acceptants, représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix, remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire de séance qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés dans les conditions fixées par décret.

ARTICLE 32 - QUORUM - VOTE - EFFETS DES DELIBERATIONS DES ASSEMBLEES GENERALES

32.1- Vote

Le droit de vote attaché aux actions de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente et chaque action donne droit à une voix.

Les votes s'expriment, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée, à main levée, appel nominal, scrutin secret, scrutin électronique. Ces différents modes ne sont pas exclusifs.

32.2- Quorum

Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social. Le quorum peut être atteint via un vote par correspondance, par la présence physique des actionnaires ou par visioconférence. Chaque votant physiquement présent dispose de droits de vote correspondant au nombre d'actions achetées par sa collectivité. Il peut également disposer de droits de votes conférés via des pouvoirs donnés par d'autres actionnaires absents, sous réserve que les droits de vote ainsi cumulés ne dépassent pas 5% du capital de la société.

Lorsque l'assemblée délibère sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier, les quorums et majorité ne sont calculés qu'après déduction des actions de l'apporteur ou du bénéficiaire qui n'ont voix délibérative ni pour eux-mêmes, ni comme mandataires.

L'assemblée générale ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, en application de l'article L 225-98 du Code de commerce, le cinquième des actions sur première convocation. Faute de quorum à la première réunion, il n'en est requis aucun pour la seconde.

32.3- Universalité des actionnaires

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations prises conformément aux dispositions du Code de commerce et aux statuts obligent tous les actionnaires, même les absents.

ARTICLE 33 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'administration et qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire. Elle fixe notamment au Conseil d'administration le cadre général des tarifs appliqués pour les prestations offertes par la société publique locale et décide des marges de manœuvre dont le conseil dispose en l'espèce pour l'année en cours.

Elle est réunie au moins une fois par an dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social pour statuer sur toutes les questions relatives au compte de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice et, le cas échéant, aux comptes consolidés de l'exercice écoulé.

Le Conseil d'administration présente à l'assemblée son rapport, ainsi que les comptes annuels. En outre, les commissaires aux comptes relatent dans leur rapport l'accomplissement de la mission qui leur est dévolue par l'article L. 225-235 du Code de commerce.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

ARTICLE 34 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Par dérogation à la compétence exclusive de l'assemblée générale extraordinaire, pour toute modification des statuts, les modifications relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le Conseil d'administration sur délégation.

L'assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart et sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote.

A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.
Le quorum requis est également du cinquième.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés (article L225-96 du Code de commerce).

ARTICLE 35 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la législation en vigueur.

A compter du jour où il peut exercer son droit de communication préalable à toute assemblée générale, chaque actionnaire a la faculté de poser, par écrit, des questions auquel le Conseil d'administration sera tenu de répondre au cours de la réunion.

TITRE VI EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

ARTICLE 36 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une (1) année, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2022.

ARTICLE 37 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement. Ce rapport annuel, présenté à l'assemblée générale, rend également compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature, versés durant l'exercice à chaque mandataire social.

Il comprend également la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées dans toute société par chacun de ses mandataires durant l'exercice.

ARTICLE 38 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 39 - ACOMPTES - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'assemblée générale peut accorder aux actionnaires, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou dans les conditions légales.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale, ou à défaut par le directoire.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois (3) ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VII PERTES GRAVES - ACHAT PAR LA SOCIETE - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 40 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 41 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société, soit par décision judiciaire à la demande d'un tiers, soit par déclaration au Greffe du Tribunal de commerce faite par l'actionnaire unique, entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

TITRE VIII CONTESTATIONS - PUBLICATIONS

ARTICLE 42 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation, soit entre les actionnaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales, soit entre les actionnaires et la Société, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège de la Société.

ARTICLE 43 - PUBLICATIONS

Pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi en matière de constitution de Société, tous pouvoirs sont donnés aux porteurs d'expéditions ou d'extraits ou de copies tant des présents statuts que des actes et délibérations qui y feront suite.

ARTICLE 44 – DESIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS

Sont nommés membres du Conseil d'administration de la Société, pour la durée de leur mandat effectif :

Pour la Ville de Toulon (7 sièges) :

-
-
-
-
-
-
-

Pour la Métropole « Toulon Provence Méditerranée » (5 sièges) :

-
-
-
-
-

ARTICLE 45 – DESIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sont nommés pour une durée de six (6) exercices :

- **En qualité de commissaire aux comptes titulaire :**

Le cabinet TALENZ ARES AUDIT, sis 26 boulevard Saint Roch – 84011 AVIGNON CEDEX 1, représenté par la société HTA, Présidente, elle-même représentée par Monsieur Paul Louis CESTIER, cogérant,

- **En qualité de commissaire aux comptes suppléant :**

Monsieur Johan AZALBERT, Commissaire aux Comptes au sein du cabinet TALENZ ARES AUDIT, sis 26 boulevard Saint Roch – 84011 AVIGNON CEDEX 1

ARTICLE 46 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION

1° - La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

2° - Tous pouvoirs sont donnés au Directeur général et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour :

- ouvrir un compte bancaire ;
- régler tout ou partie des honoraires relatifs à la constitution de la Société ;
- signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;

et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés emportera reprise de ces actes et des engagements qui en résulteront par la société.

ARTICLE 47 – FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la Société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 48 – MANDAT DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

En outre, les soussignées donnent mandat au Directeur général à l'effet de conclure pour le compte de la Société, en attendant son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, les actes qui sont déterminés et dont les modalités sont précisées dans des annexes aux présentes, avec l'indication pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résultera pour la Société.

Dans ce cadre, le mandataire devra préciser qu'il a agi pour le compte de la Société en formation.

L'immatriculation de la Société emportera de plein droit, reprise par elle desdits engagements figurant dans l'état ci-dessous mentionné.

Fait en huit (8) exemplaires originaux à TOULON,

Le [REDACTED]

Pour la Ville de Toulon,
Monsieur Robert CAVANNA
3^{ème} Adjoint au Maire de la Ville de Toulon

**Pour la Métropole « Toulon Provence
Méditerranée »,**
Monsieur Hubert FALCO
Président

EN PRESENCE DE :

[Liste des administrateurs]

REGLEMENT INTERIEUR DE LA SPL TOULON METROPOLE EVENEMENTS ET CONGRES

PREAMBULE

Il a été formé entre les collectivités territoriales signataires des statuts et actionnaires une société publique locale régie par la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010, par l'article L. 1531-1 du code général des collectivités territoriales, par les autres dispositions du même code relatives aux sociétés d'économie mixte locales, par les dispositions du Code de commerce applicable aux sociétés anonymes ainsi que par les statuts adoptés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée par sa délibération n° [] en date du __, et par la ville de Toulon par sa délibération n° [] en date du __.

La Société Publique Locale « SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès », ci-après dénommée la SPL ou la Société, constituée entre les collectivités territoriales actionnaires, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Ville de Toulon, a pour objet :

- *« la gestion et l'exploitation d'équipements publics à vocation économique, culturelle et touristique dont notamment le Palais des Congrès (Palais Neptune) et les salles de spectacle Zénith de Toulon et le Live, la promotion et le développement du rayonnement économique, culturel et touristique du territoire ainsi que l'organisation d'évènements dans le cadre de manifestations économiques, culturelles et sportives ; et*
- *toute activité connexe ou annexe attachée à cet objet social. »*

Conformément aux dispositions de l'article 25 des statuts de la société, la Société doit établir un règlement intérieur de la SPL destiné à préciser l'organisation et le mode de fonctionnement de la Société et de ses instances.

Ce Règlement intérieur détermine les modalités selon lesquelles les collectivités actionnaires exercent sur la Société un contrôle analogue et continu à celui qu'ils exercent sur leurs propres services, dans le respect des dispositions législatives afférentes et des statuts de la Société.

Le Règlement intérieur indique les principes permettant d'assurer le respect des obligations de publicité et de mise en concurrence.

A cet effet, le Conseil d'administration a décidé de mettre en place les dispositions suivantes.

Chapitre 1 : Missions confiées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée et par la Ville de Toulon à la SPL « Toulon Métropole Evènements et Congrès »

Article 1 – Missions confiées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à la SPL « Toulon Métropole Evènements et Congrès »

Les missions confiées par la Métropole à la SPL se déclinent conformément à son objet social.

Il convient de préciser que la Métropole a vocation à renforcer l'attractivité du territoire et dynamiser sa visibilité en créant notamment les conditions d'accueil de tournages et d'évènements à rayonnement national, voire international, avec des offres de services à l'écoute des besoins des professionnels. Dans ce cadre, la SPL a vocation à proposer un outil adapté et réactif capable de satisfaire les besoins spécifiques de la Métropole.

1- Actions de la SPL en matière de tournage

Pour rappel, les missions de la Métropole se situent en amont, au stade de la définition des grandes orientations et des partenariats. Tandis que la SPL situe son action complémentaire dans le domaine essentiellement logistique.

Ainsi, la Métropole s'attache à :

- Fixer et piloter les orientations stratégiques métropolitaines en matière de développement de la filière cinéma et audiovisuel,
- Développer les partenariats avec les instances régionales et nationales du cinéma et de l'audiovisuel,
- Gérer les demandes de repérage et de tournage sur le territoire,
- Faciliter les prises de vue et tournages en assurant l'interface avec les communes, le Département et les établissements publics du territoire,
- Piloter les actions de communication et les actions de promotion du territoire (salons professionnels, reper-tour...),
- Attribuer des aides économiques dans le cadre du fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle,
- Créer et animer un réseau partenarial institutionnel et professionnel en accueillant notamment des sessions de formations dans les métiers de la filière,
- Assurer le suivi et l'analyse de l'activité tournage sur le territoire et des retombées économiques sur le territoire

S'agissant de la SPL :

1.1. Missions générales en matière de tournage

- Répondre aux sollicitations des productions en assurant les prestations techniques et logistiques des tournages sur le territoire,
- Mettre en œuvre les actions de communication et développer les outils associés.

1.2. Gestion et exploitation d'équipements publics liés au tournage

a. Bureau des Congrès et des Tournages situé place Besagne à Toulon

- Gérer les locaux (conclusion du bail : loyers et accessoires, assurances, charges locatives, accès aux énergies et réseaux),
- Assurer l'aménagement (mobilier, matériel informatique, ...) et l'entretien (nettoyage, maintenance des équipements, ...) de l'équipement,
- Assurer à l'accueil physique et téléphonique du bureau.

b. Tiers-lieu cinéma situé cour de Nice à Toulon

- Gérer le local (conclusion du bail : loyers et accessoires, assurances, charges locatives, accès aux énergies et réseaux),
- Assurer l'aménagement (mobilier, matériel informatique, ...) et l'entretien (nettoyage, maintenance des équipements, ...) de l'équipement,
- Exploiter le tiers-lieu : assurer l'accueil téléphonique et physique, la conclusion et la gestion des conventions de mises à disposition des lieux de stockage, des bureaux et des ateliers, l'encaissement des redevances, la disponibilité et l'optimisation de la location des espaces.

2- Actions de la SPL en matière de promotion et de développement du rayonnement économique, culturel et touristique

- Apporter une expertise sur la création de salons et d'événements (conférences, salons professionnels, concerts, etc...),
- Organiser des rencontres professionnelles, des salons et des événements économiques, culturels, touristiques, sportifs, académiques et universitaires sur le territoire métropolitain ou à l'extérieur, à rayonnement régional, national et international décidés par la Métropole : accueil des participants (hébergement, restauration, transports), participation à l'organisation de l'événement en lien avec les services de la Métropole, mise à disposition des équipements publics, animation et festivités autour des événements,
- Organiser les concerts et spectacles confiés par la Métropole,
- Organiser les rencontres professionnelles initiées par la Métropole : organisation des rencontres, ateliers et soirées thématiques,
- Organiser les cérémonies de remise de prix dans le cadre de concours à destination du monde économique, touristique, culturel, sportif et académique organisées par la Métropole,

- Organiser des éductours et des repertours,
- Organiser les manifestations inaugurales des projets métropolitains structurants,
- Faire la promotion du tourisme d'affaires sur le territoire de la ville de Toulon en lien avec la compétence générale tourisme d'affaires de la Métropole, notamment au travers du Palais Neptune

Article 2 – Missions confiées par la Ville de Toulon à la SPL « Toulon Métropole Evènements et Congrès »

1) Palais des Congrès Neptune

- Assurer la gestion et l'entretien du Bâtiment
- Commercialiser ses espaces et en assurer la promotion
- Participer, promouvoir et commercialiser les salons commandés par la Ville

2) Zénith de Toulon

- Assurer la gestion et l'entretien du Bâtiment
- Réaliser la programmation artistique
- Créer des événements et festivals extérieurs en lien avec les services culturels
- Promouvoir la programmation auprès du public

3) Le Live

- Réaliser la programmation culturelle de la Salle
- Assurer une programmation de musiques actuelles

4) Actions de la SPL en matière de promotion et de développement du rayonnement culturel et économique

- Organiser les concerts et spectacles confiés par la Ville
- Apporter une expertise sur la création de salons et d'évènements
- Organiser des rencontres professionnelles, des salons, des événements économiques et culturels
- Accueillir les participants, assurer les hébergements, la restauration, les transports
- Organiser les manifestations inaugurales de projets structurants de la Ville
- Faire la promotion du MICE sur la Ville de Toulon , notamment au travers du Palais Neptune
- Organiser des éductours

5) Lieux et structures divers

- Assurer le gestion, l'entretien et la programmation de diverses structures confiées par la Ville en lien avec l'objet social de la SPL.

Chapitre 2 : Droits et obligations des actionnaires de la SPL

Article 3 - Droits et obligations des représentants des actionnaires de la SPL

Chacun des membres du conseil d'administration et de l'assemblée des actionnaires déclare avoir connaissance des statuts de la SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès ainsi que des textes légaux et réglementaires qui régissent les SPL.

Les membres du conseil d'administration sont soumis à une :

- *Obligation de loyauté* : L'obligation de loyauté requiert des membres du conseil d'administration qu'ils ne doivent en aucun cas agir pour leur intérêt propre contre celui de la société qu'ils administrent. Chaque membre du Conseil d'administration représente l'ensemble des actionnaires et doit agir en toutes circonstances dans l'intérêt de la société, et notamment dans l'intérêt commun des actionnaires.
- *Obligation de confidentialité* : S'agissant des informations non publiques acquises dans le cadre de leurs fonctions, les membres du Conseil d'administration sont tenus à la discrétion et à la confidentialité à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et notamment à l'égard de celles données comme telles par le président du Conseil d'administration.
- *Obligation de diligence* : Chaque membre du Conseil d'administration doit consacrer à ses fonctions le temps et l'attention nécessaire. Chaque membre doit assister en personne à toutes les réunions du conseil d'administration et de tous les comités créés par le Conseil d'administration dont il serait membre et notamment en assistant au comité d'engagement.

Si le Directeur général constate l'absence d'un administrateur sur trois réunions successives il peut inscrire à l'ordre du jour du Conseil d'administration qui suit immédiatement cette constatation une sollicitation de remplacement par sa collectivité d'origine.

Un état annuel de la présence des administrateurs sera intégré au rapport annuel remis aux organes délibérants des collectivités actionnaires prévu à l'article 7.1.2 du présent règlement.

Droit d'information : Pour participer efficacement aux travaux et aux délibérations du Conseil d'administration, chaque membre doit obtenir communication de tout document et toute information qu'il estime utiles. Les demandes à cet effet sont formulées auprès du Président du Conseil d'administration qui est tenu de s'assurer que les membres sont en mesure de remplir leur mission.

Article 4 – Apports en comptes courants d'associés

Les apports en comptes courants d'associés se font à due concurrence de la participation au capital social de chacun des actionnaires, sauf dans l'hypothèse où l'existence du besoin de trésorerie se trouve exclusivement liée à l'exécution d'un contrat conclu par la Société avec un actionnaire, et alors seul l'actionnaire concerné devra verser en compte-courant d'associés.

Il ne peut y avoir d'appel sur les comptes courants d'associés pour pallier un déficit dont l'origine provient d'un contrat conclu par la Société. L'actionnaire titulaire du contrat et concerné par ce dernier supportera seul les conséquences de la gestion déficitaire d'un contrat conclu par elle.

Chapitre 3 : modalités de mise en œuvre du contrôle de la Société

Article 5 - Principe général de mise en œuvre du contrôle analogue

Conformément à l'article 25 des statuts de la Société, les collectivités territoriales et les groupements de collectivités territoriales actionnaires exercent sur la SPL un contrôle analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services.

Ce contrôle analogue consiste notamment en la possibilité déterminante pour ses collectivités actionnaires d'influer tant sur les objectifs stratégiques que sur les décisions importantes de la société.

Les collectivités territoriales actionnaires disposent ainsi de modalités particulières de contrôle garanties par le présent règlement intérieur :

- en matière d'orientations stratégiques de la société ;
- en matière de gouvernance;
- en matière d'activités opérationnelles.

Ce contrôle se matérialise également par un suivi de ses décisions avec un reporting et une production d'indicateurs à échéances régulières.

Le contrôle exercé par les collectivités s'effectuera par l'intermédiaire de ses représentants, désignés par l'assemblée délibérante des collectivités, au Conseil d'administration, à l'assemblée des actionnaires dans la société ainsi qu'au sein des autres instances de décision de la SPL.

Article 6 - Modalités de contrôle en matière d'orientations stratégiques et de gouvernance de la société

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société, dans le cadre des orientations stratégiques définies par les collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires, et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'administration de la SPL est obligatoirement consulté pour toutes :

- les décisions sur la stratégie et les perspectives financières de la société exprimées par un « plan à moyen terme » en conformité avec les orientations définies par les collectivités : définition des moyens généraux et enveloppe globale, notamment salariale, nécessaire à la mise en œuvre des politiques voulues par les actionnaires ;
- les décisions sur toutes les opérations présentant des risques pour la Société ;
- l'arrêté des comptes prévisionnels, comptes et rapports annuels ;
- la validation de la politique financière de la société et information sur les caractéristiques des prêts contractés pour le financement de la société ;
- la validation des procédures internes de contrôle ;
- la validation des guides et règlements internes (guide de la commande publique, règlement financier...).

Il est rappelé que le représentant d'une collectivité actionnaire (administrateur et représentant à l'assemblée générale des actionnaires) ne peut donner son accord à une modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants de la société

sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification.

Article 7 - Modalités de mise en œuvre du contrôle sur les opérations

Les collectivités actionnaires exercent un suivi permanent sur les missions de services publics qu'elles ont respectivement confiées à la société par l'intermédiaire du Comité de Contrôle Analogue de la Société.

Dans tous les cas, chaque contrat entre les collectivités actionnaires et la SPL Toulon Métropole Evénements et Congrès est passé selon son cadre juridique propre (concession, mandat, prestations, DSP) et fait l'objet des dispositifs et contrôles prévus par chacun des contrats conclus avec les collectivités actionnaires.

Article 8 - Le Comité de Contrôle Analogue: un dispositif adapté au contrôle analogue de la Société

Pour rendre le contrôle efficient, le Conseil d'administration décide de la création d'un Comité de Contrôle Analogue chargé d'étudier les questions que lui-même ou son président soumettent, pour avis préalable, à son examen et dans les conditions mentionnées ci-dessous.

8.1. Composition du Comité de Contrôle Analogue

Le Comité de Contrôle Analogue se compose, à titre de membres permanents de trois (3) personnes physiques :

- d'un membre du Conseil d'administration de la SPL qui assumera la fonction de président du Comité de Contrôle Analogue ;
- d'un élu membre représentant chacun des deux actionnaires.

Par ailleurs, sont invités permanents aux réunions du Comité de Contrôle Analogue huit (8) personnes physiques :

- le Directeur général de la société ;
- le Responsable administratif et financier de la société ;
- les Directeurs Généraux des collectivités actionnaires (ou leurs représentants) ;
- les Directeurs Généraux Adjointes des collectivités actionnaires (ayant en charge les services financiers et juridiques ainsi que ceux en lien avec l'objet social de la société).

Il comprend également, en fonction des dossiers qui seront examinés (ne rentre pas dans les calculs du quorum nécessaire à la tenue du Comité de Contrôle Analogue) :

- les Directeurs de la (des) Collectivité(s) concernée(s) ou leurs représentants.

8.2. Rôle et obligations du Comité de Contrôle Analogue

Les actionnaires qui désignent leurs représentants s'engagent :

- à demander à ceux-ci la plus grande assiduité aux réunions du comité ;
- à désigner des personnes garantissant un suivi efficace et pérenne des dossiers ;
- à les remplacer dans les meilleurs délais en cas de départ, pour quelque cause que ce soit.

Le Comité de Contrôle Analogue a pour mission de donner un avis préalablement à la décision du Conseil d'administration sur :

- les orientations stratégiques de la Société ;
- la cohérence entre les orientations stratégiques de la SPL et les objectifs de politiques publiques mis en œuvre par les collectivités actionnaires ;
- la perspective financière pluriannuelle de la SPL ;
- l'ajout de tout nouveau projet au plan d'affaires de la SPL concernant leurs montages

- financiers et opérationnels ;
- le plan d'affaires annuel de la Société.

Le Comité de Contrôle Analogue se réunit préalablement à toute réunion du Conseil d'administration ayant pour objet de se prononcer sur un des points indiqués dans la liste ci-avant.

Dans le cadre de l'analyse annuelle financière et technique de la SPL, le Comité de Contrôle Analogue a la mission de donner un avis, une fois par an :

- sur le bilan annuel des activités ;
- de la politique salariale et de ressources humaines ;
- de la commande publique ;
- des éventuels contentieux de la Société préalablement à sa soumission au Conseil d'administration ;
- d'analyser le rapport d'activité de l'année N-1 ; de procéder à l'analyse de la prévision/réalisation du budget écoulé.

De façon générale, le Comité de Contrôle Analogue a pour objet :

- de préparer les réunions du Conseil d'administration de la Société ;
- de formuler des avis auprès de celui-ci ;
- d'alerter le Conseil d'Administration de tous les risques encourus par la société.

Le Comité de Contrôle Analogue se réunit également en tant que de besoin, sur demande du Conseil d'administration.

8.3.Modalités de fonctionnement du Comité de Contrôle Analogue

8.3.1. Réunion et ordre du jour :

Le Comité de Contrôle Analogue se réunit sur convocation du Directeur général de la Société. En cas d'empêchement du Directeur général, le Président du Conseil d'Administration pourra procéder à la convocation du Comité de Contrôle Analogue.

Le Comité de Contrôle Analogue est présidé par un membre du Conseil d'administration de la Société.

Si l'urgence le nécessite, le Comité de Contrôle Analogue pourra se réunir par visioconférence, ou conférence téléphonique.

L'ordre du jour et la date de chaque réunion seront proposés par la direction de la Société en recherchant l'accord des collectivités.

Les éléments préparatoires aux réunions du Comité de Contrôle Analogue devront être transmis à ses membres au moins cinq (5) jours francs avant la réunion, sauf en cas d'urgence.

La voie électronique sera privilégiée dans la mesure du possible.

8.3.2. Quorum et majorité :

Le Comité de Contrôle Analogue n'est valablement réuni qu'en présence de la majorité de ses membres permanents ou représentés.

Si les avis nécessitent un vote, ils sont pris à la majorité simple des membres permanents. Chaque membre dispose d'une voix.

8.3.3. Transmission des avis :

Le contenu des avis et le détail des votes devront obligatoirement être communiqués au Conseil d'administration lorsque ce dernier sera saisi du projet correspondant.

Article 9 - Reporting et information

9.1. Reporting du Conseil d'administration aux collectivités actionnaires :

9.1.1. Réunions du Conseil d'administration :

Dans le cadre des réunions du Conseil d'administration, la SPL devra transmettre aux administrateurs représentant les collectivités actionnaires toutes les informations nécessaires.

Le Président devra veiller au bon fonctionnement des organes dirigeants de la Société. Il constitue l'interlocuteur privilégié des administrateurs. Il s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

9.1.2. Rapport annuel des mandataires de la SPL Toulon Métropole Evénements et Congrès :

Les administrateurs devront remettre aux organes délibérants des collectivités actionnaires un rapport annuel sur lequel ces organes se prononcent.

Cette obligation est à la charge du Conseil d'administration. Il prend la forme d'un rapport écrit qui est présenté une fois par an à l'assemblée délibérante de la collectivité, ce qui suppose communication du rapport à tous les membres de l'assemblée. Celle-ci, après discussion, en prend acte. Ce vote doit permettre à la collectivité de délibérer sur les actions de l'administrateur au sein de la SPL et des actions de cette dernière.

9.2. Obligation d'information des actionnaires :

9.2.1. Obligation générale d'information des actionnaires durant leur mandat :

A tout moment, les actionnaires représentant des collectivités membres peuvent consulter au siège social de la SPL les documents suivants, se rapportant aux trois derniers exercices clos :

- les comptes sociaux (bilan, compte de résultat et annexes) et, le cas échéant, les comptes consolidés ;
- le tableau d'affectation des résultats ;
- la liste des membres du Conseil d'administration ;
- les rapports du conseil d'administration aux Assemblées Générales ;
- les rapports du ou des commissaires aux comptes ;
- les procès-verbaux et les feuilles de présence aux Assemblées Générales ;
- le montant global, certifié exact par le commissaire aux comptes, ouvrant droit aux déductions fiscales (versements à des œuvres d'intérêt général ou à des organismes de recherche) ;
- la liste et l'objet des conventions réglementées et des conventions courantes ;

9.2.2. Obligation d'information des actionnaires avant les Assemblées Générales Ordinaires annuelles :

La SPL doit tenir une telle assemblée dans les six (6) mois de la clôture des comptes. A cette occasion elle doit fournir aux représentants des collectivités actionnaires :

- le texte des résolutions présentées par le Conseil d'administration ;
- le texte et l'exposé des motifs des projets de résolution éventuellement présentés par les actionnaires.

Par ailleurs, elle doit mettre à disposition des actionnaires, pour autant qu'ils en fassent la demande, les documents listés ci-après :

- les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) de l'exercice clos ainsi que le tableau d'affectation des résultats ;
- le tableau des résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices ou, si la Société a moins de cinq ans d'âge, de chacun des exercices clos depuis la constitution de la Société ;
- les rapports du Conseil d'administration ;
- les rapports du ou des commissaires aux comptes ;
- l'identité des administrateurs et directeurs généraux, ainsi que, le cas échéant, la liste des autres mandats sociaux qu'ils exercent ;
- le montant exact, certifié exact par le ou les commissaires aux comptes des déductions fiscales visées à l'article 238 bis du Code général des impôts (CGI) ;
- la liste des actionnaires arrêtée au jour de la convocation de l'assemblée.

Les administrateurs et les représentants à l'assemblée, en tant que mandataires des collectivités, relayeront toute information utile et pertinente à leur collectivité de rattachement, dans le respect de l'obligation de confidentialité prévue à l'article 1 du présent règlement.

9.2.3. Obligation d'information des actionnaires avant les Assemblées Générales Extraordinaires :

Lorsque la SPL tient une telle assemblée, elle doit fournir, dans un délai minimal de quinze (15) jours calendaires avant la séance, aux représentants des collectivités actionnaires qui en font partie :

- le texte des résolutions présentées à l'Assemblée Générale Extraordinaire ;
- le rapport du Conseil d'administration ;
- le rapport du ou des commissaires aux comptes ;
- la liste des actionnaires arrêtée au jour de la convocation de l'assemblée ;
- le rapport du ou des commissaires aux comptes en cas d'augmentation du capital par apports en nature ou de stipulations d'avantages particuliers.

Les administrateurs et les représentants à l'assemblée, en tant que mandataires des collectivités, relayeront toute information utile et pertinente à leur collectivité de rattachement, dans le respect de l'obligation de confidentialité prévue à l'article 1 du présent règlement.

9.2.4. Obligation d'information des actionnaires avant les Assemblées Générales Ordinaires réunies extraordinairement :

Lorsque la SPL tient une telle assemblée, elle doit fournir, dans un délai minimal de quinze (15) jours calendaires avant la séance, aux représentants des collectivités actionnaires qui en font partie :

- le rapport du Conseil d'administration ;
- le texte des résolutions proposées ;
- la liste des actionnaires.

Les administrateurs et les représentants à l'assemblée, en tant que mandataires des collectivités, relayeront toute information utile et pertinente à leur collectivité de rattachement, dans le respect de l'obligation de confidentialité prévue à l'article 1 du présent règlement.

Chapitre 4 : procédures d'achat de la Société

Article 10 - Principes de la Commission d'appel d'offres

La SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès est qualifiée de « pouvoir adjudicateur ».

La Société est donc tenue au respect du Code de la Commande Publique.

Les accords-cadres, les marchés de travaux, de fourniture et de service passés par la Société pour son fonctionnement sont soumis aux obligations de publicité et de mise en concurrence fixées par ce code.

Les contrats conclus par la SPL à titre onéreux avec des opérateurs publics ou privés respectent, quel que soit leur domaine (travaux, prestations, services) et leur montant, les principes généraux de la commande publique : liberté d'accès, transparence des procédures et égalité de traitement.

En cas de mandat confié à la SPL par une personne publique soumise au Code de la Commande Publique, dans le respect des statuts de la SPL, la Société appliquera les règles qui s'imposent à son mandat.

Les marchés sont signés par le Directeur général, conformément aux dispositions fixées par la loi et aux modalités arrêtées par le Conseil d'Administration.

Une Commission d'appel d'offres est constituée. Elle est composée :

- d'un président et de son suppléant, désignés parmi les membres du premier Conseil d'Administration ;
- de deux membres titulaires et de leurs suppléants, désignés parmi les membres du premier Conseil d'Administration ;
- du Directeur général;
- selon l'ordre du jour de la Commission, d'un élu de la collectivité concernée par l'opération faisant l'objet d'une procédure de marché.

L'organisation de cette commission sera sous la responsabilité du Responsable administratif et financier de la société ou de son représentant.

La Commission d'appel d'offres est compétente pour donner son avis ou attribuer les marchés conclus dans le cadre du Code de la Commande Publique dépassant un seuil qui sera défini par le Conseil d'administration.

Le mode de fonctionnement de la Commission d'appel d'offres ainsi que les règles de publicité et la méthode de computation des seuils seront définis par un guide de procédure qui sera arrêté par le Conseil d'administration.

Chapitre 5 : Clauses diverses :

Article 11 – Convention conclue entre la SPL et tout organe de gouvernance de la SPL

Toute relation d'affaires conclue entre la SPL et tout organe de gouvernance de cette-dernière est formellement interdite.

Article 12 - Durée du présent règlement – modification

Le présent règlement intérieur restera en vigueur pendant toute la durée de la Société.

Il pourra faire l'objet de modification par le Conseil d'Administration.

Le Président du Conseil d'administration

PROJET - PRE DELIBERATIONS